

LE L'INDÉPENDANCE

BELGE.

Edition du matin

Observatoire Royal.

25 juillet, à midi.

20^e jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ.....	757mm=91
THERMOMÈTRE centig. du baromètre.....	24.60
Id. maximum depuis hier midi.....	31.4
Id. minimum depuis hier midi.....	20.4
EAU tombée.....	0mm=00
VENT.....	SSE
SOLEIL, lever.....	4 h. 17 m.
Id. coucher.....	7 h. 35 m.
LUNE, lever.....	soir. 40 h. 40 m.
Id. coucher.....	matin. 40 h. 24 m.

B. VENDREDI

On s'abonne :

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62 ;
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste ;
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51 ;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
Hassenstein et Vogler ;
LONDRES, Cornhill, 2, St-Anne's Lane, Dalry,
Davies et Co, n° 4, Finch Lane, Cornhill ; 1, Cecil St.,
Strand ; Smith and son, 186, Strand ; As. Maurice, 13,
Tavistock Row ; Aug. Siegel, 100, Leadenhall Street,
Londres ;
AMSTERDAM, B. Eschbach, libraire ;
LA HAYE, Belfortine frères, libraires ;
ROTTERDAM, MM. Nygh et Van Dijk, libraires ;
LUXEMBOURG, au bureau de poste ;
ROME, Merle, libraire, place Colonna ;
GENÈVE, Crilovich, place de la Poste, 21 ;
FLORENCE, Vissouze, cabinet littéraire ;
NAPLES, Detken et Rochat ;
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Bailly ;
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire ;
SMYRNE, Decipris et Co, libraires.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX	BRUXELLES	PROVINCES
1 ^{re} année	42 fr.	44 fr.
2 ^e année	84 fr.	88 fr.
3 ^e année	126 fr.	132 fr.
4 ^e année	168 fr.	176 fr.
5 ^e année	210 fr.	220 fr.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.

Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BRUXELLES, 25 juillet

REVUE POLITIQUE.

L'emprunt prend de plus en plus le pas en France sur toutes les autres préoccupations publiques. M. Thiers s'y consacre exclusivement et bon nombre de députés en ont fait l'objet de circulaires spéciales à leurs administrés. Toutes les mesures sont prises pour faire participer à l'opération toutes les classes de la population. Aussi ne doute-t-on pas, à Versailles, d'un succès éclatant, tant en France qu'à l'étranger.

L'Assemblée nationale poursuit ses délibérations sur la loi des tarifs. L'art. 2, qui autorise le remboursement des droits d'entrée perçus sur les matières premières à la réexportation du produit manufacturé, et l'art. 3, qui fixe les droits compensateurs à l'importation des produits étrangers, ont été votés. L'intérêt de la séance a été surtout dans un discours de M. Tirard, qui a constaté que, grâce aux propositions de la commission, l'industrie du coton sera renforcée par le drawback sur les fils et les tissus, sans qu'elle préleva ainsi sur le consommateur, et contre l'industrie étrangère, une véritable prime d'exportation. M. Pouyer-Quertier et d'autres orateurs de son école ont en vain essayé d'expliquer et de justifier cet abus. L'Assemblée a voté à une très-grande majorité un amendement du député de Paris tendant à inviter la commission à mettre tous les droits de drawback en équilibre avec le tarif.

Le scrutin pour la nomination des huit membres du conseil d'Etat qui restaient encore à nommer a donné le résultat que pour deux candidats : MM. de Montesquieu et Pascalis, porté l'un sur la liste de la droite, l'autre sur celle des gauches. Les deux fractions de l'Assemblée ont voté liste contre liste ; le bruit d'après lequel les droits, satisfaites de leur succès de la veille, donnaient à M. Thiers, moins exclusives dans leurs choix et faire quelques concessions à la gauche ne s'est pas confirmé.

La commission chargée d'examiner la proposition de prorogation a désigné M. Mariel pour la présider, par 8 voix contre 7 données à M. Saint-Marcel Girardin. On pense généralement que la proposition sera adoptée avec la date du 4 novembre pour la rentrée, au lieu de celle du 25 du même mois. Dans les bureaux, la discussion a principalement roulé sur les objets que l'Assemblée aurait encore à examiner avant de se séparer et sur l'opportunité des explications que M. de Belcastel veut demander à M. Thiers. Nous avons déjà dit hier que ce député, organe de l'extrême droite, n'est pas suivi par ses collègues de la droite tempérée et du centre droit. Ceux-ci comprennent que des explications seraient tout à fait inutiles, et qu'il n'y a rien à dire à la république et ne pourraient que nuire à leur influence sur leurs commettants. Ils préfèrent le bénéfice de l'équivoque, sauf à investir la commission de permanence de pouvoirs exceptionnels propres à faire échec à tout mouvement qui tendrait à consolider l'état de choses actuel. Reste à savoir si M. Thiers se laissera ainsi lier les mains.

Le baronnet de la loi de Londres offre annuellement aux ministres avant la fin de la session à un lieu hier. M. Gladstone y assistait, mais le discours qu'il y a prononcé n'a roulé que sur l'heureux apaisement du différend avec les Etats-Unis et sur les bonnes relations que l'Angleterre entretient avec tous les pays du monde.

L'acceptation par la Porte de la réforme judiciaire de l'Egypte, dont nous avons parlé, nous est confirmée par notre correspondant de Constantinople. La nouvelle organisation judiciaire sera promulguée par un firman impérial qui en ordonnera incessamment la mise à exécution. D'après cette organisation, le personnel des nouveaux tribunaux sera composé, en majorité, de juges étrangers ; la présidence sera également dévolue à un étranger. Les juges seront nommés par le vice-roi, sur la proposition des puissances respectives. Le code élaboré par la commission internationale du Caire sera adopté après avoir été revu et mis en rapport avec les coutumes du pays. Quant à la législation relative à la propriété foncière, elle sera l'objet de nouvelles études, afin qu'elle puisse former un corps de lois répondant à toutes les exigences.

La réforme subira l'épreuve d'une période d'expérimentation fixée provisoirement à trois années. Nous avons dit hier quelques mots de l'ancien ministre de Russie à Washington, M. Catcazy. On n'a pas oublié, d'ailleurs, les incidents fâcheux qui ont mis fin si brusquement à la carrière diplomatique de ce personnage bruyant. Il vient de publier à Paris une brochure qui contient tout ensemble son apologie personnelle et un acte d'accusation contre les Etats-Unis. Le président du Mexique, Juárez, est mort d'une attaque d'apoplexie. Sa succession provisoire est dévolue à M. Lerdo de Tejada, président de la cour suprême de justice.

Les républiques centro-américaines, gouvernées jusqu'à présent par le parti conservateur qui n'était que le prête-nom des Jésuites et des autres corporations religieuses, se débarrassent, l'une après l'autre, de ces maîtres dangereux.

Le gouvernement de Guatemala a expulsé l'an dernier ; il est alors établi leur position générale dans les républiques voisines de Nicaragua et de Honduras et les ont entraînés, par leurs menées, dans une guerre contre Guatemala et San Salvador. Mais ces Etats ayant remporté la victoire, il est probable que l'expulsion des Jésuites sera une des premières conditions du rétablissement de la paix. En attendant, les gouvernements libéraux proclament la liberté de conscience, suppriment les couvents dont les prêtres et les évêques intolérants qui préparent la résistance, qui sème le vent récolte la tempeste.

Post-scriptum.

La délibération sur la tarification des matières premières a été scindée, à l'Assemblée de Versailles, en deux séances, la troisième lecture de la loi sur le recrutement qui a tenu la séance. Nous n'avons aucun détail sur la discussion et ne sommes pas même avisés, par la télégraphie, qu'il y ait eu une discussion.

On reviendra demain aux matières premières. Il faut espérer que ce sera pour en finir.

Les conseillers communaux élus à Malines le 1^{er} juillet viennent de protester, dans les termes suivants, contre l'enquête ordonnée par la députation permanente du conseil provincial d'Anvers :

A Messieurs les président et membres de la députation permanente du conseil provincial d'Anvers.

Ont l'honneur de vous exposer les soumissions, tous élus conseillers communaux de la ville de Malines le 1^{er} et le 2^e juillet 1872 :

Qu'ils ont appris que des réclamations ont été adressées à la députation permanente pour obtenir l'annulation des élections communales dernières.

Ces réclamations se basent : 1^{re} sur ce que le mot « rentier » a été joint au nom de l'un des élus, le sieur Vermeulen (Ernest), sur près de mille bulletins, presque tous autographes ; et 2^e sur des faits de corruption et de pression.

Quant au premier point, ils n'ont que deux observations à présenter, c'est qu'il existe à Malines un sieur Vermeulen portant ce même prénom que le candidat élu et exerçant la profession de négociant, qu'en second lieu la simple lecture ne peut donner de la loi sur les fraudes électorales ne peut laisser de doute que l'intention formelle du législateur a été de ne pas considérer comme une cause de nullité la qualification de rentier donnée à un candidat qui n'exerce pas de profession.

Quant au second point, ils ont appris avec une vive surprise que des faits de corruption et de pression étaient reprochés à quelques personnes et que la députation permanente a ordonné une enquête sur cette réclamation.

Qu'ils n'entendent nullement reconnaître à la députation le droit de prendre toutes les informations nécessaires pour pouvoir juger en connaissance de cause le fondement des réclamations qui lui sont soumises, mais qu'ils espèrent fermement que messieurs les membres de la députation permanente ne rendront aucune décision sans avoir entendu les deux parties et sans avoir permis à ceux qui ont été accusés de présenter leurs moyens de défense.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Qu'ils n'ont aucune connaissance d'aucun des faits de corruption et de pression sur lesquels on se base la demande d'annulation des élections électorales.

Non désir est d'appliquer, avec votre concours, cette lettre jusqu'à la fin de l'année, au développement de l'instruction et de l'éducation des filles et femmes dans la province de Brabant, et plus spécialement dans l'arrondissement de Bruxelles.

Encouragement de ressources provenant, soit de l'impôt, soit de dons et legs de particuliers, soit d'associations ou des institutions charitables. Certes, ces institutions ont leur raison d'être, mais je crois que les intérêts de la société seraient mieux servis encore, si l'on pouvait sur la même ligne les besoins de l'instruction. L'instruction précède la misère ; elle relève l'homme ; la charité le déprime.

Une fondation pour l'enseignement n'est pas dans mes intentions ; le temps limité durant lequel la rente doit être distribuée pour l'instruction, chaque génération a ses besoins, le devoir de s'en occuper ; mais les transformations mêmes de ces besoins interdisent à ceux qui veulent y pourvoir de trop réglementer à l'avance l'emploi de leurs dons.

L'instruction, comme tout autre bien, a un devoir public qui incombe aux contribuables ; mais, aussi, ne pas substituer mon intervention à celle de l'Etat, de la province ou de la commune. Encourager l'initiative privée, la stimuler, venir en aide aux éducateurs, tel est bien le but que je désire atteindre.

Ces principes posés, voici les idées que je voudrais voir appliquer quant à l'action de la rente dont il s'agit :

Une commission spéciale serait formée pour un an avec mandat renouvelable, moitié par la commission provinciale, moitié par moi ou mes ayants droit. Cette Commission, fonctionnant gratuitement, déterminerait chaque année l'emploi des fonds. Les désignations des membres de la commission se feraient, autant que possible, parmi des personnes s'intéressant à l'enseignement et ayant donné des preuves de compétence.

Ainsi, j'aimerais à voir siéger : des magistrats communaux familiers avec les besoins de l'enseignement ; des membres de l'enseignement ; des membres professionnels des femmes ; des membres de la Ligue de l'enseignement ; des membres de la Fédération des instituteurs primaires ; des professeurs des deux sexes appartenant à l'enseignement laïque ; des auteurs d'ouvrages pédagogiques ; des fondateurs d'institutions d'enseignement, etc.

Les fonds seraient répartis chaque année d'après les résolutions de la commission. Toutefois, ils pourraient être accumulés en partie pendant un terme de cinq années au plus.

1^{re} Si la commission ne leur trouvait pas un emploi utile ;

2^o Si elle voulait s'assurer un capital plus considérable pour une dépense déterminée.

Quant à l'emploi des fonds, je n'ai rien à prescrire en dehors des règles déjà indiquées.

Encourager l'initiative privée ; ne pas intervenir en ce qui incombe aux pouvoirs publics ; limiter l'action de la province de Brabant et au progrès de l'instruction laïque ; ne pas intervenir, ou, au plus, en faveur des communes les plus pauvres, par préférence dans les communes les plus pauvres.

J'ajoute que, dans ma pensée, les encouragements, pour produire leurs fruits, ne doivent pas être éparpillés en trop petites sommes.

Enfin, j'ajoute que, dans ma pensée, quelques indications pour l'emploi des fonds.

1^{re} Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin dans les écoles, soit jour, soit soir, ou par correspondance.

2^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

3^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

4^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

5^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

6^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

7^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

8^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

9^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

10^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

11^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

12^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

13^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

14^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

15^o Encouragement aux instituteurs et institutrices laïques, qui, ayant, dans l'année, réuni le plus grand nombre d'élèves du sexe féminin, âgés de plus de neuf ans, dans leurs écoles, pendant la période d'expérimentation.

Au secrétariat général :
Chef de bureau du 2^e classe, le sieur Juste (L.), actuellement commis chef ;
Contrôleur de 2^e classe, le sieur Huybrechts (A.), actuellement commis chef ;
Commis chef, le sieur Van Geessel (P.), actuellement commis de 1^{re} classe ;
A la régie des chemins de fer de l'Etat :
Chef de division de 2^e classe, le sieur Haenen (G.), actuellement chef de bureau de 1^{re} classe ;
A la direction générale des ponts et chaussées et des mines :
Chef de division de 2^e classe, le sieur Viamynck (A.), actuellement chef de division honoraire ;
Contrôleur de 2^e classe, le sieur Biabuyck (P.), actuellement commis chef ;
Chef de bureau de 2^e classe, les sieurs Vander Rest (F.) et Trulleman (E.), actuellement commis chefs ;
Par arrêté royal du 15 juin, les cadres et traitements des membres du corps des ponts et chaussées ont été fixés comme suit :

Grades et classes.	Cadres.	Subdivision des Traitements.
Inspecteur général.....	2	9,000 fr.
Ingénieur en chef, directeur d'arrondissement.....	2	8,000 fr.
Ingénieur principal.....	6	7,000 fr.
Ingénieur de 1 ^{re} classe.....	10	6,000 fr.
— de 2 ^e —.....	13	5,400 fr.
— de 3 ^e —.....	8	4,800 fr.
Sous-ingénieur.....	8	4,200 fr.
Conducteur principal.....	30	3,500 fr.
— de 1 ^{re} classe.....	30	3,200 fr.
— de 2 ^e —.....	33	2,800 fr.
— de 3 ^e —.....	29	2,500 fr.

Les ingénieurs principaux des ponts et chaussées prendront le rang n° 5 dans la hiérarchie des fonctionnaires et employés des diverses administrations ressortissant au département des travaux publics.

Au grade d'inspecteur général, le sieur Damon (C.), ingénieur en chef de 1^{re} classe ;

Au grade d'ingénieur en chef de première classe, les sieurs (S.) Laurentius (D.), Croisil (L.), Cresnel (A.), et Andries (C.), ingénieurs en chef de 2^e classe ;

Au grade d'ingénieur en chef de 2^e classe, les sieurs Ledecker (J.), en disponibilité, et Berger (L.), ingénieurs de 1^{re} classe ;

Au grade d'ingénieur principal, les sieurs Masson (S.), Laurentius (D.), Croisil (L.), Cresnel (A.), en disponibilité, Trouel (G.) et De Bruyn (D.), ingénieurs de 1^{re} classe ;

Au grade d'ingénieur de 1^{re} classe, les sieurs Symon (A.) et Berolte (L.), en disponibilité ;

Au grade d'ingénieur de 2^e classe, le sieur Bovie (E.), ingénieur de 1^{re} classe ;

Au grade d'ingénieur de 3^e classe, les sieurs Priess (Ph.), Pierron (J.) et De Mey (P.), sous-ingénieurs ;

Au grade de conducteur principal, les sieurs Decker (H.), Beckmans (A.), Folie (J.-B.), Hannot (A.), Gravenot (J.), de Groot (J.), et Vande Wyngaert (A.), percepteurs de 3^e classe ;

Percepteurs de 2^e classe, les sieurs Tack (T.), Lubeké (H.), Beckmans (A.), Folie (J.-B.), Hannot (A.), Gravenot (J.), de Groot (J.), et Vande Wyngaert (A.), percepteurs de 3^e classe ;

Percepteurs de 3^e classe, les sieurs Champfleury (J.), commis chef ; Holmans (J.-B.), Declauw (H.), Jeannot (F.), Devaux (E.) et Coumont (L.), commis de 1^{re} classe ;

MARINE. — Par arrêté ministériel, en date du 15 juillet, il a été conféré au sieur Falk (J.), le brevet de capitaine pour le grade de capitaine au long cours.

Ce brevet a été décerné au sieur Falk (J.), qui a subi l'examen d'une manière satisfaisante.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. — Par arrêté royal, en date du 23 juillet, sont maintenus, pour un terme de six années, dans leurs fonctions de greffiers provinciaux :

De la Flandre orientale, le sieur De Grave (A.) ;
Du Hainaut, le sieur Parez (J.-B.) ;
Du Limbourg, le sieur Reynders (P.) ;

SERVICE VÉTÉRINAIRE. — Par arrêté ministériel, en date du 23 juillet, le sieur Dierckx (J.), vétérinaire, est nommé, à titre définitif, médecin vétérinaire du gouvernement pour la seconde section du canton d'Assche.

Sa résidence reste fixée à Merchtem.

L'exhibition A. D. sera bientôt close. Encore quelques jours, et cette superbe collection achetée par Barnum américain, au prix fabuleux de 300,000 fr., partira pour le nouveau monde.

La classe au gibier d'eau ouvre le 1^{er} du mois prochain.

M. Allmeyer, professeur à l'université libre de Bruxelles et conseiller provincial, a été frappé de la mort subite, le 24 juillet, pendant une session du jury d'examen. On disait hier que son état laissait peu d'espoir ; mais une amélioration s'est produite, et nous sommes heureux d'apprendre que l'état du malade est maintenant satisfaisant.

La délégation ouvrière à l'exposition universelle et internationale de Lyon est désormais constituée, et organisée pour aller défendre le but qui lui est assigné.

Faire accorder l'entrée gratuite de l'exposition aux délégués des corporations ouvrières et des sociétés coopératives de production, de la France et de l'étranger.

Faciliter à ces délégués les recherches qui leur paraîtront utiles pour tout ce qui concerne leur travail, leur industrie, ou les moyens d'action des sociétés coopératives de production.

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne. payables d'avance (après les annonces), 1 fr. 50 la ligne. (Prix divers (corps du journal), 3 fr. la ligne.)
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAYAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFFITE, BULLIER et Co, 8, place de la Bourse.

Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER à Francfort s/M. Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Breslau, Vienne, Brüssel, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne ; à Anglet, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock-Row, M. G. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. F. R. ALGAR, Clements Lane, 8

Ayuntamiento de Madrid